

Élections : la lutte des classes déjoue tous les pronostics



Élections présidentielles
Quelle campagne devrait mener un parti ouvrier dans le cadre des élections ?

PAGE 6

Universités
Étudiants et personnels se mobilisent contre la fusion des universités

PAGE 9

International
Cent ans de la révolution russe

PAGE 10

La lutte des classes déjoue tous les pronostics...

Sur fond d'aiguïsement et de radicalisation de la lutte des classes en Europe et en France, la crise économique nourrit les affrontements inter-impérialistes et inter-bourgeois. La crise institutionnelle et politique provoque ainsi l'implosion de l'UE.

La mobilisation contre la loi travail El Khomri portait en elle le rejet de tous les gouvernements qui appliquent avec zèle la politique – lois, directives, décrets... – dictée par le Medef et l'Union Européenne capitaliste.

Cette politique, qui vise à faire payer la crise et la dette aux travailleurs et aux jeunes, est combattue au quotidien par des millions d'individus dans les multiples grèves et manifestations.

Les grèves pour la défense des services publics et des statuts des personnels, en particulier dans l'éducation et la santé, en sont une expression. Tout comme la multiplication des conflits dans le secteur privé contre les plans de licenciements.

Ces mobilisations et ce profond rejet des gouvernements et des politiques dictées par l'UE et le Medef se sont traduits logiquement par le rejet de tous les partis politiques institutionnels associés à cette politique.

La crise du régime bonapartiste de la 5e

République a aiguïse les appétits et les ambitions des politiciens, divisant les partis dans les primaires, chacun prétendant être le recours ou le sauveur.

A « gôche », les candidats jouent aux « hommes providentiels », se disputent nos voix et nous promettent plus de justice sociale. Contre un gouvernement par et pour les travailleurs, certains en appellent même à une constituante et une 6e République.



Sans parler de ceux qui osent encore nous vendre la possibilité d'une soi-disant Europe plus sociale, « 100 % à gauche » ...

Ceux qui refusent de rompre avec l'UE capitaliste sont les mêmes qui se sont prononcés contre le Brexit. Ceux qui se sont placés du côté de l'ordre bourgeois et des institutions européennes capitalistes, ne peuvent prétendre aujourd'hui nous défendre !

Pour notre part, nous pensons que la moindre des

mesures sociales nécessite de rompre avec le capitalisme, ses institutions, ses traités, ses lois, ses directives, et que la première mesure d'urgence qu'un gouvernement des travailleurs devrait imposer aux capitalistes, c'est l'annulation de la dette.

Notre déclaration « Quelle campagne devrait mener un parti ouvrier dans le cadre des élections ? » s'adresse à tous et tente de rouvrir le débat. 100 ans après la première révolution ouvrière

victorieuse de l'histoire, nous pensons qu'il faut se réapproprier les enseignements de la Révolution russe et des bolcheviks.

Les élections doivent nous servir de tribune pour construire une organisation politique de classe indépendante de la bourgeoisie, un parti ouvrier internationaliste pour le socialisme authentique.

Pour nous, les élections doivent être d'abord et avant tout une tribune pour aider à la mobilisation indépendante des travailleurs et des jeunes. Elles doivent être un point d'appui pour unifier notre classe autour de mots d'ordres clairs, donner des perspectives de combat, afin d'avancer vers un gouvernement des travailleurs.

Nous appelons tous ceux qui se reconnaissent dans cette tribune à nous rejoindre !

Pour Théo et tous les autres « Pas de justice, pas de paix ! »

Extrait de la déclaration du GSI-UITQI datée du 16/02/2016

Jeudi 2 février 2017 à Aulnay-sous-bois (Seine Saint Denis), Théo, Noir de 22 ans, a été passé à tabac par des policiers et violé à l'aide d'une matraque. Dans la voiture le menant au commissariat il a été « traité de négro, de bamboula, de salope, de tous les noms » (...)

Le GSI condamne avec la plus grande fermeté ce crime raciste. Nous apportons tout notre soutien à Théo et à ses proches. Les auteurs de cette agression et de ce viol doivent être condamnés par la justice.

(...) Le racisme est une arme de division au sein de la classe ouvrière. Le combat pour condamner les auteurs de ce crime, rejoint le combat des militants lutte de classe. Nous affrontons la même violence d'appareil d'état. (...)

La bataille juridique ne peut remplacer la mobilisation. C'est pourquoi le crime contre Théo nécessite une réponse large et unitaire, d'envergure, de l'ensemble des organisations de défense des libertés démocratiques, des syndicats et des partis politiques qui prétendent représenter le mouvement ouvrier, afin que justice soit faite pour Théo. Les coupables doivent être punis !

**Justice pour Théo !
Abrogation de la loi de
sécurité publique !
Levée immédiate de
l'état d'urgence !
Abrogation de toutes
les lois racistes !**

L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste - Section Française de l'Unité Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (GSI-UITQI) publié par l'association loi 1901 APLIDO c/o AGECA service boîte postale 177, rue de Charonne 75011 Paris (adresse pour toute correspondance) Courrier électronique (E-mail) : contact@gsi-uitqi.org Site Web : <http://www.gsi-uitqi.org/> Clôture rédactionnelle le mardi 14 février 2017 - Directeur de la publication : Julien FLAMBÉAUX - Infographie : Julinho Dépôt légal à la parution : ISSN N° 2268 - 0705 Imprimé par COREP - 89 Rue de Tolbiac 75013 Paris - France

Revue de Presse Sociale

« La lutte de classe est nationale dans sa forme et internationale dans son contenu » K. Marx

Par Denis

L'Année 2017 s'est ouverte sur une série d'importantes mobilisations. Cent ans après la révolution russe, alors que le capitalisme à son stade impérialiste connaît une crise sans précédent, et que les capitalistes veulent faire payer la crise de leur système aux travailleurs, c'est encore et toujours la lutte des classes qui continue de marquer la situation politique et sociale.

Partout à travers le monde, les travailleurs, les jeunes, les peuples résistent contre la barbarie capitaliste. Les premières semaines de l'année 2017 viennent encore d'illustrer cette réalité.

Concentrons-nous sur deux exemples : les États-Unis et la France.

Aux États-Unis, depuis la victoire de Donald Trump aux élections présidentielles en novembre dernier, les manifestations se sont multipliées et sont quasiment quotidiennes.

Ce large mouvement de mobilisation s'est exprimé avec toute sa force au moment de l'investiture de Donald Trump à la présidence des États-Unis. Le lendemain de la prise de fonction du nouveau président, c'est-à-dire le 21 janvier, des millions de personnes sont descendues dans les rues des principales villes du pays.

Il y a eu plus de 300 manifestations. Les manifestants étaient 750 000 à Los Angeles, 600 000 à New York, plus de 500 000 à Washington, 250 000 à Chicago, 150 000 à Boston.

Jamais des rassemblements d'une telle ampleur ne s'étaient produits le lendemain de l'investiture

d'un président américain. Ce mouvement n'est pas un « éclair dans un ciel serein ». Ces mobilisations se produisent dans la continuité des mouvements, des grèves, des mobilisations des travailleurs et des jeunes qui se sont déroulées au cours de la dernière période.



Ainsi depuis des mois, les travailleurs exigent un salaire fédéral minimum à 15 dollars de l'heure, le mouvement *Black Lives Matter* exprime le rejet et la condamnation des meurtres commis par la police contre les noirs, les femmes se mobilisent contre la remise en cause du droit à l'avortement.

Ce puissant mouvement de mobilisation de très larges secteurs de la classe ouvrière américaine s'était exprimé à travers le soutien à Bernie Sanders lors des primaires démocrates. Étant donné la brutalité de Donald Trump, de son équipe, et de la bourgeoisie américaine, ces mobilisations sont amenées à durer dans le temps et à s'élargir.

Les mobilisations en cours ont également eu un important écho international, notamment dans le monde anglophone puisque 100 000 personnes ont manifesté à Londres. Ils étaient également plusieurs dizaines de milliers à

défiler dans les rues de Sydney, en Australie.

Regardons maintenant ce qui se passe en France. Dans ce pays, l'activité de la lutte des classes se situe encore à un niveau très élevé. L'approche de l'échéance des élections présidentielles ne diminue pas l'intensité de la

lutte des classes, au contraire. Pour cela, on peut dire que plus que jamais, les élections présidentielles et législatives du printemps prochain seront encadrées par la lutte des classes.

En effet, chaque jour des dizaines de grèves éclatent dans de nombreux secteurs. Il faut d'ailleurs rappeler que la plupart des grèves passent inaperçues. Les organismes officiels tendent à minimiser le nombre de conflits.

Un rapport publié au début de l'année évalue à moins de 3 le nombre quotidien de grèves au cours de l'année 2016, année qui a été marquée par le puissant conflit contre la loi El Khomri.

En réalité, une simple consultation des journaux nationaux et régionaux permet de voir que chaque jour, il y a plusieurs dizaines de grèves par jour, parfois plus de 100 ou 150. Et encore, un chercheur du CNRS a évalué que seul 20 % des conflits

Sommaire

- **Édito**
 - La lutte des classes déjoue tous les pronostics p.2
- **Lutte des classes**
 - Revue de presse sociale p.3
 - Victoire des travailleurs de la clinique des Ormaux à Tarbes p.4
- **Répression syndicale**
 - Jugement en appel des Goodyear : Pas de prison ferme pour les syndicalistes p.5
- **Situation nationale**
 - Quelle campagne devrait mener un parti ouvrier dans le cadre des élections p.6
- **Éducation**
 - Éducation prioritaire : la mobilisation se poursuit p.8
 - Scolarité des élèves non francophones : création d'un collectif intersyndical en Seine-Saint-Denis p.8
- **Université**
 - Étudiants et personnels se mobilisent contre la fusion des universités p.9
- **International**
 - Les cent ans de la révolution russe p.11
 - Venue des camarades argentins d'Izquierda Socialista : une réunion politique riche en échanges p.12



<http://www.gsi-uitqi.org>

mettant aux prises travailleurs et patrons étaient mentionnés dans la presse.

Actuellement on voit se développer de très nombreux conflits contre les conséquences concrètes des mesures prises sous la présidence Hollande-Valls-Macron-El Khomri.

Au mois de janvier, les grèves se sont multipliées dans le secteur du commerce et de la grande distribution pour s'opposer à l'ouverture des magasins le dimanche, conséquence de la loi Macron. Ainsi, des dizaines d'hyper et supermarchés ont été touchés par des arrêts de travail, notamment dans les chaînes Carrefour et Auchan.

En plus des arrêts de travail, des rassemblements ont été organisés devant les magasins. Expression du rejet massif de cette déréglementation du droit du travail, les syndicats FO du groupe Carrefour (syndicat majoritaire) se sont prononcés

à près de 90 % contre l'ouverture du dimanche, bloquant ainsi la validation d'un accord d'entreprise sur cette question.

Dans les magasins FNAC également la mobilisation contre l'ouverture du dimanche se renforce. Dans le magasin des Champs-Élysées

Les travailleurs de la clinique de l'Ormeau à Tarbes en grève depuis 2 mois



à Paris (ouvert 7 jours sur 7, jusqu'à minuit), les employés sont en grève depuis le 3 décembre dernier pour exiger les mêmes conditions de travail que dans les autres magasins de la chaîne, ainsi que

l'instauration d'un repos compensateur.

Un autre secteur très mobilisé actuellement, est celui des collectivités territoriales. Ces services publics sont particulièrement touchés par les coupes budgétaires en raison de la diminution des transferts de l'État et par la

privatisation qui passe par le processus de régionalisation.

De nombreux postes sont supprimés, des services sont privatisés. De plus, les agents de la fonction publique territoriale (comme tous les agents de la Fonction Publique) doivent faire face depuis le 1er janvier à la mise en place du PPCR (Parcours

Professionnels, Carrières et Rémunérations), c'est-à-dire à l'individualisation des carrières. Les coupes budgétaires, la régionalisation et la remise en cause des statuts provoquent de très importantes réactions de la part de ces travailleurs : on a ainsi observé des grèves dans les services sociaux parisiens, chez les agents d'entretien de la ville de Paris, parmi les agents territoriaux de Rennes qui se sont mis en grève illimitée, à la mairie d'Evreux, dans les écoles et les crèches de Longwy, à Aulnay-sous-Bois, au Conseil Régional de Bourgogne-Franche-Comté etc.

Dans le secteur de la santé, aussi bien publique que privée, les grèves contre les conséquences des mesures prises par la ministre de la santé (M. Touraine) sont nombreuses. On voit dans la presse de plus en plus de « cris d'alarme » lancés par les

personnels hospitaliers face au manque dramatique de moyens humains, matériels et financiers dans les hôpitaux publics.

Cette situation est le choix politique d'un gouvernement intégralement au service de la bourgeoisie. Il s'agit bel et bien de liquider l'hôpital public.

Mais les personnels résistent. Ainsi dans des villes comme Rodez, Bayeux, Chartres, Roanne, Clamart, Morlaix, Dax, Chinon, à la pharmacie de l'hôpital de Toulouse, à la maternité de l'hôpital Tenon à Paris, toute ou partie du personnel s'est mise en grève pour dénoncer cette situation.

Qu'attendent les directions syndicales pour construire réellement une mobilisation nationale contre la privatisation des hôpitaux et pour le financement de la santé publique à hauteur des besoins ? Dans le même temps, 14 organisations d'infirmiers (salariés, libéraux et étudiants) ont organisé une grève et une manifestation pour dénoncer leurs conditions de travail.

Signalons également, une grève nationale parmi les travailleurs d'Enedis (ex Erdf), qui s'est traduit par de nombreux arrêts de travail à travers le pays, à l'appel, notamment de la CGT. Dans cette filiale d'EDF, les grévistes dénoncent la dégradation de leurs conditions de travail, le gel des salaires et les suppressions de postes.

Il y a également eu des grèves dans les transports comme à Brest ou à Nancy. Un appel à la grève a été lancé à la SNCF pour le 2 février prochain. Signalons enfin les grèves dans l'industrie, pour la hausse des salaires ou contre les suppressions de postes : chez Merial, dans le Rhône, chez Ford Blanquefort (Bordeaux) contre le risque de fermeture de l'usine, chez Michelin pour des hausses de salaire etc.

Victoire des travailleurs de la clinique des Ormaux à Tarbes

Les travailleurs de la clinique des Ormaux à Tarbes ont mis fin, le 10 janvier dernier, à la grève qu'ils menaient depuis plus de 64 jours, après avoir obtenu satisfaction de leurs revendications. Ils s'agit du plus long conflit dans le secteur de la santé privée en France.

Les grévistes dénonçaient leurs conditions de travail, la « marchandisation des soins » et le fait qu'ils étaient moins payés que les autres employés du groupe Médipôle, qui possède la clinique.

Ils ont finalement obtenu 2,63 % d'augmentation ainsi qu'une prime annuelle pérenne de 700 euros. Ils ont également obtenu la satisfaction concernant le temps de travail de nuit, les temps de pause, ainsi que l'intégration des agents de service aux équipes soignantes.

Au cours de leur longue lutte, les grévistes ont organisé plusieurs actions à Tarbes et dans la région, notamment à Toulouse et à Montpellier. Une caisse de grève a permis de récolter 60000 euros (les soutiens sont venus de personnes ou d'organisations syndicales notamment de la CGT) afin de pallier les jours de grève, pour les près de 60 % du personnel qui ont cessé le travail pendant plus de deux mois.

Cette victoire se nourrit des luttes récentes aussi bien contre la loi Travail que des nombreuses mobilisations dans le secteur de la santé particulièrement nombreuses dans la région Toulousaine. Les militants CGT présents dans cette clinique ont contribué à organiser cette lutte, contre la direction de l'établissement. Cette lutte exemplaire montre que la victoire est possible.

Jugement en appel des Goodyear : Pas de prison ferme pour les syndicalistes

Par Griselda
militante de la CGT et du GSI

Une victoire du "Tous ensemble"

Il y a presque un an, le 12 janvier 2017, les 8 militants avaient été condamnés à 12 mois de prison dont 9 mois fermes pour « séquestration ».

Alors que la direction du site, et les cadres concernés avaient retiré leur plainte, le parquet avait maintenu ses poursuites et condamné en première instance les syndicalistes CGT Goodyear.

5 mois après l'épisode de la soi-disant "chemise arrachée", qui avait aussi mené à une condamnation des 6 syndicalistes d'Air France, et quelques semaines après le vote de l'état d'urgence, **cette condamnation tombe comme un coup de semonce contre tous les militants ouvriers.**

Commence alors « *un combat digne et exemplaire* », pour reprendre les termes de M. Wamen dans la plus large unité pour créer des comités de soutien locaux dans toute la France; et obtenir la relaxe totale.

Lorsque survient la mobilisation contre la loi travail, et la première manifestation de 500 000 personnes le 9 mars 2016, tous les militants lutte de classe font le lien entre la violence de l'attaque de la loi El Khomri pour liquider le code du travail, et celle de l'appareil d'état qui réprime les syndicalistes combatifs.

Car de quoi accuse-t-on réellement ces ouvriers ? D'avoir défendu leurs emplois ? D'avoir combattu la fermeture de leur usine pendant près de 9 années ? D'être des syndicalistes honnêtes et intègres qui font du militantisme de terrain !

Durant les 4 mois de mobilisation, la répression atteint un degré inédit. Ces douze derniers mois, ont été recensés 1706 cas de militants dans des poursuites judiciaires.



Rassemblement à Amiens le 11/01/2017 pour la relaxe des Goodyear

Aujourd'hui, un seul syndicaliste, Hassan Boukri, a été totalement relaxé.

Tous ont été relaxés du chef d'inculpation de « *violence en réunion* » et **toutes les peines de prison ferme ont été levées.**

Les 7 autres syndicalistes de la CGT, ont tous été condamnés à des peines de sursis, allant jusqu'à douze mois de prison pour quatre d'entre eux, auxquelles

inférieure à celle en première instance.[...]. Cette victoire est la victoire du "tous ensemble" »

Même si les syndicalistes, ont déjà annoncé qu'ils poursuivraient leur

bataille juridique en cour de cassation, pour obtenir la relaxe totale, c'est la mobilisation qui a fait reculer le parquet.

« La bataille juridique ne remplace pas la mobilisation »

Pour Romain Altman, « *la bataille juridique ne remplace pas la mobilisation. Elle vient appuyer la mobilisation* ».



Rassemblement à Amiens le 11/01/2017 pour la relaxe des Goodyear

s'ajoutent cinq années de contrôle judiciaire.

10 000 militants le 19 octobre, encore 500 militants étaient le 11 janvier, venus de Lille, de Strasbourg, de Nice, de Marseille et même de Belgique.

Pour M. Wamen, « *Ça valait le coup de faire appel, parce que la peine est largement*

le prochain mouvement social quelque soient les échecs politiques qui vont s'annoncer » et « *serviront à aider les militants qui sont poursuivis pénalement ou poursuivis pour des faits syndicaux* ».

Les comités de soutien sont également appelés à s'élargir. « *Les Goodyear peuvent être un emblème, mais l'objectif est d'aider les 1700 autres camarades poursuivis actuellement* ».

La répression va continuer, car comme l'affirmait M. Wamen : « *dès qu'on s'expose, dès qu'on devient un militant d'avant-garde, on est dans le viseur à la fois du gouvernement, et à la fois de la justice.* »

La détermination était encore palpable ce 11 janvier à Amiens. M. Wamen, impatient expliquait « *J'espère pouvoir aller sur d'autres piquets de grève, ou d'autres rassemblements pour défendre d'autres camarades qui comme moi sont menacés ou condamnés* ».

Un appel a également été lancé pour que toute la CGT, dans les syndicats, dans les UL à son niveau, « *modestement, prennent des initiatives, parce que justement ce qui peut nous tuer, c'est l'immobilisme.* »

Cette victoire partielle en appelle d'autres. Nous saluons le combat de nos camarades de la CGT Goodyear, leur détermination et leur pugnacité.

Nous saluons l'initiative qui a été prise par les militants d'Info Comm CGT pour pérenniser une caisse de grève et préparer les prochaines luttes pour s'opposer aux contre-réformes et à la répression anti-syndicale.

Ainsi, une nouvelle initiative a été lancée par la CGT Info Comm'. La caisse de grève constituée pendant la mobilisation contre la loi travail, a été officiellement pérennisée pendant le rassemblement du 11 janvier.

Après avoir consulté les 10 000 donateurs, « *les dons versés seront utilisés à préparer*

Quelle campagne devrait mener un parti ouvrier dans le cadre des élections ?

Déclaration du Groupe Socialiste Internationaliste - Unité Internationale des Travailleurs

À l'approche des élections présidentielles d'avril 2017, plusieurs questions se posent aux militants ouvriers et révolutionnaires : quelle position prendre face aux élections et pour quoi faire ? Pour répondre, il faut commencer par analyser la situation politique nationale et le contexte international avant de définir ce que devrait être, selon nous GSI, une campagne ouvrière pour ces élections.

La lutte des classes aiguise la crise des institutions

Commençons par rappeler que le capitalisme, à son stade impérialiste, est entré, depuis 2008, dans une nouvelle phase de sa crise structurelle marquée par des soubresauts que les capitalistes n'arrivent pas à surmonter.

Dans ce contexte, la bourgeoisie n'a d'autre choix que de baisser les salaires et de déréglementer la législation du travail au nom de la compétitivité.

Dans la même logique, la réduction des dépenses publiques et le remboursement de la dette sont défendus comme des horizons indépassables. Le caractère parasitaire du capitalisme atteint des niveaux inédits.

Pour les gouvernements au service des bourgeoisies, il s'agit de liquider l'ensemble des conquêtes sociales pour faire payer la crise aux travailleurs.

La France s'inscrit dans la même logique, d'où les appels de tous les secteurs de la bourgeoisie (qu'ils soient d'extrême droite, de droite ou de « gauche ») à liquider toutes les conquêtes ouvrières et à faire les fameuses « réformes » nécessaires pour la sauvegarde

du système capitaliste.

Mais la classe ouvrière et la jeunesse ne sont pas défaits. Bien au contraire, face à toutes ces contre-réformes, elles résistent et s'affrontent de plus en plus directement au patronat et au gouvernement pour sauver les usines, maintenir les emplois, défendre les services publics.

Il y a actuellement, en France et en Europe, une intensité de la lutte des classes inédite depuis plusieurs années. En France, il y a près de 150 conflits en moyenne par jour depuis plusieurs mois.

La mobilisation de la loi travail a redonné confiance aux travailleurs et aux jeunes et c'est un élément déterminant. L'unité et la détermination des secteurs les plus conscients se sont affrontés violemment aux bureaucraties syndicales. Et c'est à coup de 49.3 que le gouvernement PS a pu stopper la déferlante vers la grève générale.

L'exécutif s'est aussi appuyé sur l'état d'urgence permanent pour réprimer les mobilisations de travailleurs et de jeunes opposés à ces politiques et pour entamer des poursuites judiciaires contre les militants les plus combatifs.

L'aiguïsement de la lutte des classes provoque une aggravation sans précédent de la crise des institutions bourgeoises chargées d'appliquer les plans capitalistes. C'est évidemment vrai au niveau de l'UE surtout après le vote en faveur du Brexit et la victoire du non au référendum italien de décembre dernier.

C'est aussi vrai en France. En effet, le rejet de l'UE et de ses directives, est devenu incontournable sur les

piquets de grève, dans les assemblées générales ou les structures syndicales. CES, parlement européen, BCE, ... le vernis démocratique des institutions européennes est en train de voler en éclat.

L'UE et ses institutions apparaissent aujourd'hui au sein de la classe ouvrière et de la jeunesse pour ce qu'elles sont : une alliance des bourgeoisies européennes pour démanteler systématiquement les acquis sociaux et démocratiques. À chaque fois que les peuples sont consultés sur l'UE, ils rejettent ses plans.

L'usure des institutions débouche sur une situation de crise politique très importante. Les institutions bonapartistes de la 5e République n'arrivent plus à jouer le rôle de stabilisation qu'elles ont toujours joué.

La recherche de l'homme providentiel – « la rencontre d'un homme avec le peuple » – est poussée à sa caricature. Les partis institutionnels sont au bord de l'implosion, indiquant la violence des débats en leur sein sur la manière d'imposer les contre-réformes aux travailleurs et aux jeunes.

En l'espace de quelques semaines, plusieurs anciens ministres, plusieurs anciens premiers ministres, plusieurs anciens présidents de la république ont été éjectés de la course à la présidentielle parce qu'ils sont considérés à juste titre comme responsables de l'application de ces politiques anti-ouvrières.

Sous la 5e République, jamais un pouvoir sortant n'a été aussi honni et jamais ceux qui prétendent lui succéder n'ont été aussi rejetés.

En l'absence d'alternative, les travailleurs votent par défaut ou se réfugient massivement dans l'abstention : celui qui arrivera au pouvoir en mai prochain aura une base sociale extrêmement réduite.

Il aura les plus grandes difficultés à appliquer le plan de contre-réformes exigé par la bourgeoisie car la lutte des classes aura le dernier mot comme nous le montrent les exemples américains ou italiens. Dans ces pays, ceux chargés d'appliquer les plans capitalistes soit dégage (en Italie), soit sont confrontés à une contestation sociale sans précédent depuis plusieurs d'années (aux Etats-Unis).

Signalons aussi que les tentatives de gestion de la crise par la gauche radicale s'usent à une vitesse inouïe. Et pour cause, plutôt que d'avancer la rupture avec l'UE et ses plans, des formations telles que Podemos ou Syriza se posent en ultime recours pour sauver l'UE en faisant miroiter l'illusion de l'Europe sociale.

En France, le mot d'ordre de 6e République défendu par certains s'inscrit dans la même logique et apparaît lui aussi comme une manière de mieux sauver la 5e c'est à dire le système.

Il faut le dire clairement la seule alternative à cette situation, c'est de s'appuyer sur la dynamique de la lutte des classes et de défendre la rupture avec la 5e République, et tous les éléments de rupture sont réunis. C'est la lutte des classes qui va encadrer les prochaines élections présidentielles et législatives, et l'intensité de cette lutte va déjouer bien des pronostiques.

Un programme socialiste, internationaliste et anti-impérialiste en faveur des travailleurs et des jeunes

Pour les révolutionnaires, la participation à des élections bourgeoises ne peut être qu'une tactique pour faire connaître son programme et construire le parti révolutionnaire. Il s'agit d'élaborer des revendications transitoires pour ouvrir une perspective politique sur le terrain de la lutte des classes qui fasse le lien entre l'état d'esprit des masses et la perspective de la rupture avec le capitalisme.

En effet, comme l'a montré l'expérience du mouvement ouvrier depuis plus de cent ans, il est impossible de changer le système à l'intérieur des institutions bourgeoises. Ceci étant dit, quel programme devrait être défendu dans le cadre des élections à venir au printemps prochain ?

Premièrement, nous GSI, pensons qu'une candidature ouvrière devrait défendre la rupture avec l'UE et tous ses traités capitalistes. Cela implique d'exiger l'annulation de la dette, qui est 100 % illégitime.

À l'échelle du continent et en France, les travailleurs sont prêts, ils l'ont déjà démontré à plusieurs reprises. Pour nous, réformer l'UE ou parler d'Europe sociale est une chimère. On ne peut réformer une organisation créée par les gouvernements impérialistes autour de l'idée de la concurrence libre et non faussée.

Il faut dénoncer l'UE et ses institutions (BCE, Commission Européenne, CES...), non comme une structure supra-nationale, mais comme un cartel des bourgeoisies qui permet d'attaquer conjointement la classe ouvrière au sein des différents états.

D'un point de vue socialiste et internationaliste, se battre pour la rupture avec

l'UE, ce n'est pas le repli national, la fermeture des frontières et le protectionnisme. Rompre avec l'UE, c'est avancer le mot d'ordre du gouvernement par et pour les travailleurs à l'échelle du continent, issu des mobilisations. C'est le contenu que nous mettons dans le mot d'ordre d'États-Unis Socialistes d'Europe.

Deuxièmement, une candidature ouvrière devrait défendre la perspective de l'internationalisme et pas de manière abstraite. Cela implique d'affirmer son soutien net et infaillible aux mouvements révolutionnaires qui se battent contre l'impérialisme et leurs alliés, en premier lieu en Syrie et en Palestine.

Cela exclut bien sûr de soutenir des bouchers tels qu'Al Assad, ainsi que des gouvernements, qui sous des discours de gauche voire anti-impérialistes, attaquent dans leur pays les dirigeants syndicaux (comme en Bolivie, au Venezuela et en Argentine) en même temps qu'ils négocient des accords avec les entreprises et les gouvernements des pays impérialistes.

Troisièmement, un candidature ouvrière devrait défendre une réelle politique anti-impérialiste. Cela implique de dénoncer la politique impérialiste de la France et d'exiger l'arrêt des opérations extérieures menées et le retrait immédiat des troupes françaises d'Afrique et du Moyen-Orient.

C'est aussi se battre pour le droit à l'autodétermination des peuples des dernières colonies françaises, en Amérique, en Afrique et en Océanie (Guadeloupe, Mayotte, Kanaky, Réunion ...).

Quatrièmement, une candidature ouvrière devrait défendre de manière intangible l'indépendance de classe. Cela veut dire se faire la voix de la classe ouvrière et de la

jeunesse et de leurs revendications : hausses de salaires, nationalisations, défense de l'école et de la santé publique, défense des services publics et arrêt de la régionalisation etc.

Cela signifie se faire la voix des nombreuses grèves quotidiennes, œuvrer dans le sens de leur unification et dénoncer la politique de division mise en place par les directions syndicales bureaucratiques qui font tout pour décourager les travailleurs de se mobiliser.

Dans l'immédiat, cela signifierait de continuer à porter la voix puissante de la mobilisation massive contre la loi El Khomri et de continuer à exiger l'abrogation de cette loi.

Cela implique également d'exiger de nos structures syndicales la rupture avec la CES (Confédération Européenne des Syndicats), cette appendice de l'UE au sein du mouvement ouvrier, qui co-rédige les directives européennes contre les travailleurs.

Cinquièmement, une candidature ouvrière devrait défendre les acquis démocratiques en portant la voix des victimes de la répression anti-syndicale, dont le nombre a explosé sous un gouvernement de « gauche ».

À l'image des Goodyear et des Air France, il y a actuellement plus de 1700 militants combattifs syndicaux poursuivis par la justice pour avoir défendu leur outil de travail ou s'être opposés à la politique anti-ouvrière du gouvernement. Ces militants montrent l'exemple.

Ils devraient recevoir le soutien d'une candidature ouvrière digne de ce nom. Cela implique d'exiger l'annulation immédiate de l'état d'urgence, véritable arme de guerre contre les militants ouvriers combattifs.

Sixièmement, une candidature ouvrière devrait dénoncer toutes les politiques et lois racistes mises en place

par les gouvernements successifs, de droite ou de « gauche » et se prononcer clairement pour la libre circulation des travailleurs.

Voilà ce que devrait défendre au minimum, selon nous, un candidature ouvrière à l'élection présidentielle de 2017, pour œuvrer à ouvrir une perspective politique pour les travailleurs et les jeunes face à l'impasse capitaliste. Une telle candidature pourrait permettre d'avancer dans le sens de la construction d'un réel parti ouvrier révolutionnaire internationaliste et socialiste. À l'étape actuelle nous ne voyons aucune candidature qui va dans ce sens.

Pour une issue ouvrière socialiste et internationaliste, pour un gouvernement par et pour les travailleurs :

- Abrogation des traités européens

**- Annulation de la dette
Abrogation de la loi travail**

- Levée de l'état d'urgence

**- Levée des poursuites et
relaxe de tous les militants
inculpés**

**- Augmentation générale des
salaires**

**- Réduction du temps de
travail avec embauche
compensatoire intégrale sans
réduction de salaire**

**- Interdiction des
licenciements**

**- Retrait des troupes
françaises du Moyen-Orient
et d'Afrique**

**- Abrogation de toutes les
lois racistes : pour la libre
circulation de tous les
travailleurs**

**- Droit à l'autodétermination
de toutes les colonies, y
compris à la séparation**

Éducation prioritaire : la mobilisation se poursuit

Par Griselda

En 2015, au moment où le gouvernement faisait passer l'attaque centrale contre le statut des enseignants à travers l'abrogation du décret 50, les nouveaux Réseaux d'Éducation Prioritaire se substituaient aux zones d'éducation prioritaires

Le mardi 10 janvier, sous une pluie battante, un millier d'enseignants défilaient encore à Paris vers le ministère de l'éducation nationale. Depuis la rentrée, plus d'une centaine de lycées ont perdu le classement ZEP : remise en cause des effectifs réduits, baisse des dotations horaires spécifiques, dédoublements des cours, etc.

Il s'agissait de la cinquième journée de mobilisation depuis la rentrée, et à l'heure où nous écrivons ces lignes, d'autres journées de grève se déroulent.



Manifestation de l'éducation à Paris le 10 janvier 2017

Un nouveau collectif « Touche Pas à ma Zep ! », a été créé et une cinquantaine d'établissements, majoritairement en régions parisiennes, et marseillaise, y participent.

Cependant derrière la revendication d'« pour une carte élargie de l'éducation prioritaire en lycée » ou encore pour « l'élargissement des critères du classement en éducation prioritaire », les collègues qui exercent dans les lycées des quartiers populaires subissent comme nous le

processus de destruction/privatisation de l'enseignement public.

En effet, tous les gouvernements, ont systématiquement mené des politiques de coupes budgétaires et de suppressions de postes dans l'éducation.

Cette politique a pu être menée grâce à l'aide des bureaucraties syndicales, en particulier du SNES (FSU), qui lors de son dernier congrès a voté très majoritairement POUR l'application du

PPCR (Parcours Professionnels des Carrières et Rémunérations). Qu'en est-il des tendances oppositionnelles à l'intérieur et à la direction de ce syndicat, alors que tous les travailleurs de la fonction publique ont compris la gravité de cette attaque qui individualise la carrière des agents de l'état ?

Nous saluons l'initiative des enseignants du collège de Bellefontaine, qui ont organisé une Assemblée Générale unitaire, à laquelle ont participé 150 personnes. Il s'agit aujourd'hui d'unifier les luttes dans les écoles, les collèges et les lycées, pour combattre toutes ces contre-réformes !

**Pour un réengagement financier de l'état à hauteur des besoins
Retrait de la réforme de l'éducation prioritaire**

Scolarité des élèves non-francophones : création d'un collectif intersyndical en Seine-Saint-Denis

Par Griselda

À l'appel de la CGT Educ'Action et de Sud Educ', une réunion des enseignants de classe d'accueil, s'est tenue le mardi 10 janvier à 18h 30 à la Bourse du travail de Bobigny.

Cette première réunion départementale regroupait une vingtaine d'enseignants, représentant 13 établissements, qui enseignent dans tous les niveaux (de l'école primaire aux lycées) à des élèves étrangers nouvellement arrivés sur le territoire français.

La situation est catastrophique : baisse des moyens alloués spécifiquement

aux dispositifs non-francophones, non-affectation de plus d'une centaine d'élèves mineurs étrangers dans le département pendant plusieurs mois, etc.

Les collègues présents ont exprimé leur colère face à une dégradation grandissante de leurs conditions de travail et des conditions d'étude des élèves. En raison de coupes budgétaires, les collègues ont dénoncé une politique qui génère de plus en plus de décrochage scolaire et d'inégalités sociales.

Il faudrait au contraire ouvrir de nouvelles classes, et ce dès le premier degré. Or,

sous couvert de favoriser « l'intégration » des élèves non francophones, des structures dites « d'inclusion » visent à scolariser ces élèves non-francophones dans des classes ordinaires.

Au mois de janvier, deux nouvelles structures ont été ouvertes « en urgence » dans deux collèges à Saint-Denis. Cela a signifié la réquisition immédiate du foyer des élèves, ainsi qu'une surcharge de travail pour les enseignants.

C'est la raison pour laquelle au collège Liberté à Drancy, la vingtaine d'enseignants réunis en heure

d'information syndicale a refusé l'ouverture sans moyens et sans formations d'une classe d'élèves non-francophones.

Le premier combat sera donc le maintien des moyens au moment où arriveront les DHG (Dotations Horaires Globales) dans les collèges et lycées.

Une demande d'audience sera donc déposée auprès des services de l'inspection académique et un premier rassemblement aura lieu le mercredi 1er mars.

Étudiants et personnels se mobilisent contre la fusion des universités

À l'université Paris 3

Par Loïc et Julinho

Dès le début du second semestre, les choses sont allées très vite : le 17 janvier, une nouvelle réunion des enseignants et des personnels de l'UFR Arts et Media a eu lieu. Le 23 janvier, cet UFR a organisé une assemblée générale qui a attiré plus de 500 étudiants, enseignants et personnels de toute la fac !

La lutte contre la fusion s'est élargie donc à l'ensemble de la fac ! Et il est apparu comme une nécessité de suivre l'exemple de Toulouse et d'organiser dès le vendredi suivant un rassemblement, et d'appeler à une nouvelle

assemblée générale.

Le 27 janvier, le rassemblement contre la fusion a eu lieu, alors que le CA de Paris 3 se tenait. Il a réuni plusieurs dizaines d'étudiants, de personnels et d'enseignants, avec le soutien d'étudiants de Paris 7.

Le seul syndicat présent à ce rassemblement était Solidaires Etudiant-e-s. Les mots d'ordre avancés par cette organisation étaient très combatifs et très repris par l'ensemble des manifestants : « *De Paris à Toulouse, Même fusion, Même combat !* », « *Ni fusion, ni privatisation. La loi Fioraso : abrogation* » et « *Étudiants, personnels, et*

enseignants. C'est tous ensemble qu'il faut lutter. C'est tous ensemble que l'on va gagner ! »

Plusieurs cars de CRS ont été dépêchés pour empêcher que le CA ne soit envahi (comme on a vu récemment à Paris 7 ou à Toulouse). Cela montre que la présidence de Paris 3 a eu peur d'une mobilisation massive de la part des étudiants, mais également des personnels.

Et pour cause pendant la semaine, nous sommes intervenus dans les amphithéâtres et les TD pour appeler à participer au rassemblement du vendredi 27 et à l'assemblée générale du mardi 31. Nous avons reçu un accueil très

favorable de la plupart des enseignants qui avaient déjà prévu de participer au rassemblement ! Nous avons été applaudis à plusieurs reprises en TD et en amphithéâtres !

Ainsi, c'est bien le mot d'ordre « non à la fusion » qui mobilise, massifie, et unifie étudiants, enseignants et personnels. Cette unité est en train de se réaliser à l'échelle de toute l'université. Ce mot d'ordre doit donc être au centre de la lutte en cours. Lui seul pourra nous permettre d'aller jusqu'au bout dans la défense de l'université publique, gratuite, laïque pour tous !

À l'université Jean Jaurès à Toulouse

Par Denis

Au cours du mois de janvier, la lutte contre la fusion des universités s'est accélérée à Toulouse. Le ministère cherche à empêcher la mobilisation dans les universités et une jonction des mobilisations au niveau national. À quelques semaines des élections présidentielles, c'est un dossier explosif...

Début janvier, les présidents des universités toulousaines ont fait connaître une « feuille de route » devant mener à la fusion. Après la publication de ce document, plusieurs organisations, dont la CGT, l'Union des étudiants de Toulouse (UET) et des collectifs d'étudiants ont publié des argumentaires pour



dénoncer ce projet, rappelant qu'il était l'aboutissement des lois de privatisations des universités (LRU – 2007 et Fioraso – 2013) et ont appelé à la mobilisation la plus large.

Voyant le danger d'une mobilisation se préciser, la présidence de l'université a organisé une réunion pour « rassurer » les personnels. En réalité, dans les services, les

personnels ont pris conscience que la fusion signifiait remise en cause des statuts, détérioration des conditions de travail et suppression de postes. Dans la foulée, un appel intersyndical a été lancé pour un rassemblement devant le CA de l'Université du Mirail.

Le 24 janvier, près de 250 agents, enseignants et étudiants ont envahi le CA,

malgré la présence importante de vigiles privés. Cette première victoire a été possible grâce à la mobilisation unie des personnels, des étudiants et de leurs organisations. Après cet envahissement, l'état d'esprit a changé et l'arrêt de la fusion apparaît désormais comme atteignable par la lutte.

Depuis, plusieurs AG et rassemblements ont eu lieu. Il s'agit maintenant d'élargir la mobilisation et d'unifier les mobilisations contre les fusions (notamment à Paris). Tous les éléments sont réunis pour que la mobilisation dans l'unité contre la fusion des universités s'élargisse dans tout le pays.

De Paris à Toulouse : Étudiants, Biatss, enseignants, tous unis contre la fusion des universités !

Participez à notre réunion publique :

**« Face à la privatisation de l'éducation, et de la santé.
Face au chômage et à la précarité, Quelle alternative ? »
Mercredi 8 février, à 12h, Université de Censier**

Cent ans de la Révolution Russe

Avec cet article, commence une série consacrée à la Révolution Russe de 1917. C'est une modeste mais nécessaire contribution à la formation de la jeune génération que de se pencher sur l'héritage de tous les marxistes révolutionnaires⁽¹⁾. Nécessaire aussi du point de vue de la défense de la mémoire des millions d'ouvriers, de paysans et de soldats de tout l'Empire russe qui se sont levés alors, des militants qui les ont aidés en travaillant avec patience à préparer l'assaut contre le vieux monde.

Défendre leur mémoire et leur héritage car chaque jour, ceux, bourgeois et petits bourgeois, qui se gargarisent avec « la fin du communisme » et glosent sans limite sur « la disparition de la classe ouvrière » comme si c'était la condition pour que jamais le drapeau de la révolution socialiste ne fut à nouveau brandi par des millions. Faut-il qu'au fond d'eux-mêmes ils soient terrifiés à l'idée que ceux qu'ils méprisent tant ne s'organisent en une internationale et mettent fin à leurs rêves d'oppression sans fin de l'humanité.

La révolution russe est en marche, les femmes manifestent le 8 mars 1917 (calendrier grégorien)



Par Jean-Louis

Février : la fin de la monarchie

À la veille de la Première guerre impérialiste, l'empire Russe est le plus grand pays du monde. À sa tête règne Nicolas II, cousin du Roi d'Angleterre et de l'empereur d'Allemagne. C'est à bien des égards un pays féodal : le servage n'a été aboli qu'en 1863.

Depuis, le sort des paysans ne s'y est pas amélioré, exploités par les grands propriétaires terriens et une aristocratie qui défend ses privilèges. Les ouvriers très minoritaires, mais dont le nombre croît rapidement, vivent dans une grande précarité. Au tribunal, à l'usine, à la caserne, la brutalité, est la règle. La police politique, l'*Okhrana*, infiltre tous les

milieux pour tenter de protéger l'autocratie.

Tous les milieux, car la bourgeoisie elle-même réclame des transformations auxquelles les Romanov s'opposent et certains aristocrates jugeant Nicolas II incapable de faire face à la situation envisageraient bien une révolution de palais...

Certes, suite à la Révolution de 1905, une Douma d'État de l'Empire, un parlement avec des prérogatives très restreintes, a été concédée par le Tzar, des partis politiques existent, mais la promesse d'une constitution reste lettre morte. Aussi, les paysans n'en peuvent plus et les ouvriers sont de plus en plus mobilisés : entre 1912 et 1914, la Russie est le seul pays d'Europe où le nombre de grèves continue à croître.

En février 1917, la guerre impérialiste fait rage

depuis plus de deux ans et demi, des ouvriers expérimentés ont été envoyés au front, remplacés par des paysans qui ont fait en accéléré l'apprentissage de leur nouvelle condition. D'autres paysans ont été jetés dans la guerre comme de la chair à canons. Les femmes, comme partout en Europe, ont rejoint en masse les usines.

Ces deux ans et demi ont porté les contradictions du régime à leur plus haut degré ; il est au bord de la paralysie. En haut on ne peut plus gouverner comme avant. La tension sociale est exacerbée : les paysans veulent la terre, les soldats veulent la paix, les ouvriers veulent le pain, ensemble, ils veulent la liberté.

En bas on ne veut plus être gouverné comme avant. Les ingrédients de l'explosion révolutionnaire sont réunis. La Russie est, selon l'expression

de Lénine, le maillon le plus faible de la chaîne de l'impérialisme ; il s'apprête à céder mais peu le pressentent.

En effet, l'action des partis politiques est entravée par la répression. De nombreux dirigeants sont exilés, Lénine en Suisse et Trotsky aux USA après avoir été expulsé de France. Les partis « socialistes » – bolchevik, menchevik et socialiste-révolutionnaire – sont présents à la Douma dont les bolcheviks se servent comme d'une tribune pour s'adresser aux masses.

Pourtant pendant quelques jours, les dirigeants de ces partis en Russie, y compris les bolcheviks, vont tarder à saisir toute la dimension et la portée des événements qui débute le 3 mars : ne serait-ce qu'une émeute de la faim ? L'année a pourtant débuté par des grèves

et des manifestations dans plusieurs villes... En fait, tout va aller très vite.

Le 18 février⁽²⁾ (3 mars)

Ce jour-là, les ouvriers de l'usine d'armement Poutilov de la capitale, Petrograd (Saint-Petersbourg), se mettent en grève. Le 5 mars, des milliers d'ouvriers manifestent pour du pain et du travail. Le 8, à l'occasion de la journée internationale des femmes, des cortèges défilent, composés surtout d'ouvrières du textile de Vyborg, dans les faubourgs de Petrograd, réclamant du pain, soutenues par des ouvriers qui se mettent en grève et les rejoignent : ils sont 150 mille le lendemain, alors que les affrontements se multiplient. La police et les cosaques sont débordés.

Le 10 mars la grève est générale, les slogans contre la guerre et pour la république dominant et Nicolas II, refusant toute concession,

ordonne la répression la plus brutale. Aussi, le 11 mars la police et la troupe tirent sur les manifestants faisant plus de 150 victimes. Une lutte à mort est engagée avec le régime. La 4e compagnie du régiment Pavlovski tire sur la police montée.

Le Tsar proclame l'état de siège et renvoie la Douma, mais dans la nuit du 11 au 12 mars deux régiments se mutinent ; le 12, ouvriers et soldats fraternisent les arsenaux sont ouverts. La garnison de la ville (150 000 hommes) soutien l'insurrection.

Un double pouvoir

Renouant avec l'expérience de 1905, des militants bolcheviks, mencheviks et socialistes-révolutionnaires organisent un comité exécutif provisoire et appellent les ouvriers et soldats à y élire leur représentants. Le soviét (conseil) des députés ouvriers et soldats de Petrograd

est né, les bolcheviks y sont minoritaires. Il est présidé par un menchevik, Nicolas Tchkhéidzé. Les ouvriers et soldats de la plupart des grandes villes élisent leur soviét dans le même mouvement.

À la Douma, un groupe de députés forme un comité provisoire avec comme programme le « rétablissement de l'ordre ». Des négociations entre le soviét et le comité provisoire ont pour conséquence que, le 15 mars, le soviét reconnaît le comité comme un gouvernement provisoire dans l'attente de la convocation d'une assemblée constituante.

Le comité est constitué de constitutionnels-démocrates (KD), favorables à une monarchie constitutionnelle. Seul parti non « socialiste » de la Douma : aux termes du compromis avec le soviét, il est censé appliquer un vaste programme de réformes démocratiques !

Au demeurant, deux organes de pouvoir existent désormais et l'évolution de la situation politique va vite montrer que l'un est de trop.

Le 15 mars également, Nicolas II, isolé sur une voie de chemin de fer par les cheminots, nomme le prince Lvov président du Conseil des ministres puis, les commandants de fronts assurés que le compromis permettra aux KD de poursuivre la guerre contre l'Allemagne, le « persuadent » avec déférence d'abdiquer en faveur de son frère, lequel renonce à la couronne le lendemain devant la protestation populaire. L'Ancien régime s'est écroulé.

1. Le point de départ pour étudier cette période passionnante : Histoire de la Révolution Russe de L. Trotsky (2 tomes, « Février » et « Octobre »).

2. La révolution de février éclate le 18 du mois selon le calendrier julien en vigueur dans la Russie orthodoxe, c'est-à-dire le 3 mars.

Le soviét de Pétrograd en février 1917



(fin de la page 12)
qu'il manque un parti international de masse afin de mener toute ces luttes vers la révolution mondiale. C'est un tel parti que nous essayons de construire modestement, dans

le cadre de l'UIT.

L'UIT cherche à regrouper tous les révolutionnaires, y compris ceux qui ne se réclament pas du trotskysme. En effet, nous sommes plus forts organisés

dans une Internationale même modeste, que tout seul dans son propre pays.

C'est pourquoi nous appelons tous nos lecteurs, tous nos sympathisants, qui se reconnaissent dans le projet de

l'UIT à rejoindre dès à présent le GSI pour contribuer à la construction d'une telle alternative pour les travailleurs et la jeunesse.

Venue des camarades argentins d'Izquierda Socialista : une réunion politique riche en échanges

Par **Loïc et Julinho**

Le 14 janvier nous avons fait une réunion publique à Paris avec notre camarade Giordano, dirigeant de notre parti frère Izquierda Socialista (IS) et député national au Parlement argentin, dans le cadre du Front de Gauche des Travailleurs (FIT). La réunion a commencé par un retour sur l'expérience argentine.

La politique d'IS

L'introduction du camarade Giordano a été très riche. Ne pouvant aborder tous les aspects, nous reviendrons en priorité sur deux thèmes : l'expérience du Front de Gauche des Travailleurs (FIT) et les Rencontres Syndicales Combatives (RSC).

Le FIT a répondu à une attente forte des travailleurs et de la jeunesse : celle de l'unité des organisations ouvrières. Le FIT n'est pas un parti, mais un front électoral. IS l'a impulsé en 2011 avec deux autres organisations trotskystes. Dans le cadre de ce front électoral IS a obtenu plusieurs élus : ces postes permettent d'utiliser le Parlement comme une tribune pour les grèves ouvrières.

Sur le terrain syndical, IS a impulsé les RSC. Ces rencontres ont permis de regrouper les sections syndicales qui luttent réellement contre les licenciements, s'opposent à la

bureaucratie syndicale péroniste, et aux mesures d'austérité du gouvernement.

La discussion, introduite par le camarade Giordano, a permis de mieux comprendre la situation en Argentine. Les personnes présentes se sont montrées très enthousiastes et ont remercié les camarades argentins de leur

En effet, elle a expliqué qu'en France, les directions syndicales sont liées au PS, qui est un parti bourgeois, 100 % au service du patronat. Ceci a une incidence sur le terrain syndical.

Un de nos camarade toulousain, a ajouté, que les directions nationale de la CGT et de FO ont par exemple

qui sont sans précédent. Ceci se traduit sur le terrain électoral par une forte abstention. Nous parlons d'abstention ouvrière et active.

Ainsi, le rejet de l'UE capitaliste est consciente chez les travailleurs. Il s'est récemment traduit par le vote en faveur du Brexit. C'est pour cela que nous avançons le mot d'ordre d'abrogation de tous les traités européens, afin de construire un gouvernement par et pour les travailleurs, à échelle de toute l'Europe, vers les États-Unis Socialistes d'Europe.

L'internationalisme concret

Ainsi, au cours de cette réunion, ce sont deux sections de l'Unité Internationale des Travailleurs qui ont dialogué, et au-delà deux continents. Beaucoup d'optimisme s'est dégagé des échanges. Comme le disait le camarade Giordano, on peut être petit, mais avec une bonne politique d'indépendance de classe nous pouvons peser positivement là ou nous sommes.

Ceci est vrai à échelle nationale et internationale. Aussi, l'analyse de Trotsky, « la crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire » est encore d'actualité. Alors que partout dans le monde, les travailleurs et la jeunesse sont en lutte comme jamais, on voit bien

(suite en page 11)



présence. Chacun a participé à la discussion, a posé des questions ou demandé des précisions. Les questions ont fusées, et là aussi nous ne pouvons en rendre compte qu'en partie.

De l'Argentine à l'Union Européenne

Par exemple, Griselda, enseignante et syndicaliste CGT, a demandé des précisions sur le péronisme ainsi que ses liens avec les directions syndicales. Le but était de comprendre la nature de ces bureaucraties afin de mieux les combattre.

refusé de mener le combat jusqu'au bout pour le retrait de la loi El Khomri, une loi défendue par le PS.

C'est pour cela que sur le terrain, dans nos sections syndicales, nous défendons l'indépendance de classe de nos syndicats et la démocratie ouvrière, ce qui nous permet de remporter des batailles contre la bureaucratie.

De fil en aiguille, la discussion en est ainsi venue à la situation française, et à la politique du GSI. Nous avons ainsi fait le lien entre la lutte en France contre la loi El Khomri, et le reste des luttes en Europe,

Je m'abonne à L'Internationaliste

Abonnement à partir du n° Renouvellement ☐

Nom Adresse Code postale

Prénom Ville Signature :

Tarifs : Pour 6 numéros, 12 € (16 € en soutien) ou pour 12 € numéros, 24 € (30 € en soutien).

bulletin à renvoyer à : A.P.L.I.D.O c/o AGECA service boîte postale 177 rue de Charonne 75011 Paris.